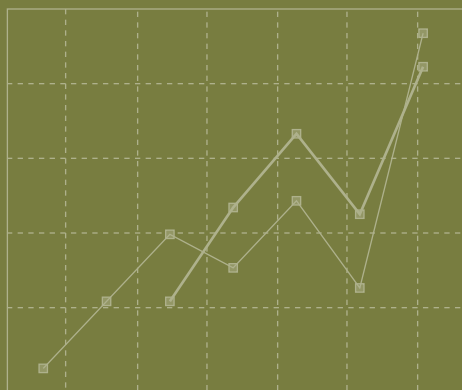




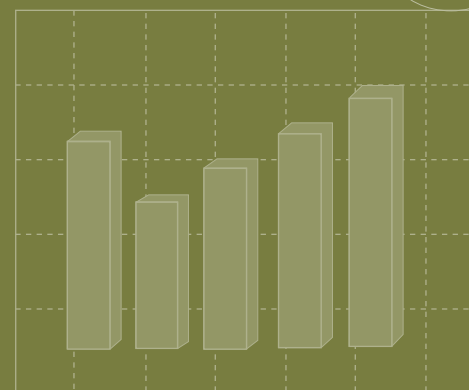
Investissements
sous contrôle étranger
au Québec et au Canada

9



4

0



8
7



6
5

2

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Tél. : (418) 691-2401

ou

Tél. : 1 800 463-4090
(aucuns frais d'appel)

Internet : <http://www.stat.gouv.qc.ca>

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 2002

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente *Investissements privés et publics sous contrôle étranger au Québec*, édition 2002.

Cette première édition contient trois ensembles de données portant sur les investissements étrangers. Le premier ensemble s'appuie sur les investissements déclarés dans l'Enquête sur les investissements privés et publics du Québec, données réelles provisoires 2001. Les liens de parenté entre les sociétés proviennent de la banque de données CALURA de Statistique Canada, version 2001-4. Deux autres ensembles de données sont présentés à des fins de référence : les investissements au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux, et les investissements étrangers dans les différentes provinces canadiennes selon la Loi sur Investissement Canada.

Cette publication a été réalisée par :

Jean-Louis Leblond
Agent de recherche

Michel Nadeau
Agent de recherche

Richard Barbeau
Agent de recherche

Avec l'assistance technique de :

Réal Mathieu
Agent de bureau

Sous la direction de :

Camille Courchesne
Directeur des statistiques économiques et sociales

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques et sociales
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411
Télécopieur : (418) 643-4129

Signes conventionnels

- Néant ou zéro
- .. Donnée non disponible
- ... N'ayant pas lieu de figurer
- x Donnée confidentielle

Abréviations et symboles

- | | |
|----------|--------------------|
| M\$ | Million de dollars |
| '000 | En milliers |
| '000 000 | En millions |

Table des matières

Introduction	7
Partie 1 Appariement des données de l'Enquête sur les investissements privés et publics et de la banque de données sur les liens de parenté CALURA	9
Partie 2 Données de référence	13
Partie 3 Investissements directs étrangers au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux	19
Partie 4 Investissements étrangers selon la Loi sur Investissement Canada	37
Partie 5 Méthodologie	47
5.1 Enquête sur les investissements privés et publics	47
5.2 CALURA	52
5.3 Démarche méthodologique de l'ISQ	53
Distinction entre les concepts	55

Liste des tableaux

Tableau 1	Projets d'investissements totaux au Québec, dépenses réelles provisoires en immobilisations, 2001	11
Tableau 2.1	Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé, par industrie et par pays, selon le SCIAN, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001	15
Tableau 2.2	Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé dans la RMR de Montréal, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001	16
Tableau 2.3	Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé, selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001	17
Tableau 2.4	Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé, par type d'actif et par industrie, selon le pays, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001	18
Tableau 3.1	Actifs dans les investissements directs étrangers, par secteur industriel, Canada, 1990-2001	20
Tableau 3.2	Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par secteur industriel, Canada, 1990-2001	22
Tableau 3.3	Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, Canada, 1987-2001	24
Tableau 3.4	Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2001	30
Tableau 4.1	Projets d'investissements trimestriels étrangers, acquisitions et nouvelles entreprises, par province et territoire, Canada, 1996-2002	39
Tableau 4.2	Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par secteur et par province et territoire, Canada, 2001	41
Tableau 4.3	Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par secteur et par province et territoire, Canada, 2001	42
Tableau 4.4	Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2001	43
Tableau 4.5	Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2001	45

Introduction

La méthodologie retenue pour l'estimation de la valeur des investissements consiste à ventiler les dépenses d'immobilisations déclarées par les entreprises lors de l'Enquête annuelle sur les investissements privés et publics de Statistique Canada, selon les liens de parenté entre les sociétés qui se trouvent dans la banque de données CALURA.

Ces estimations ne tiennent pas compte des investissements sous contrôle de provinces canadiennes. De plus, nous ne prenons en compte que les investissements déclarés ayant une valeur de plus de un million de dollars; pour l'an 2001, cela représente 930 inscriptions.

Par conséquent, les investissements de moins de un million de dollars et les investissements ne figurant pas dans l'échantillon de l'enquête sont exclus de l'estimation. De plus, tous les investissements réalisés par le biais d'acquisitions ou de fusions sont exclus.

Appariement des données de l'Enquête sur les investissements privés et publics et de la banque de données sur les liens de parenté CALURA

Dans l'échantillon de l'Enquête sur les investissements privés et publics qui comprend tous les grands établissements du Québec, nous avons identifié les investissements de un million de dollars et plus. En 2001, 930 établissements ont investi 20 734,8 M\$ sur des investissements totaux de 35 418,5 M\$ au Québec. Parmi ces 930 établissements, 789 sont des établissements privés qui ont investi 13 742,4 M\$, soit 66,3 % du total des investissements des établissements faisant partie de l'échantillon. Les projets de moins de un million de dollars qui n'ont pas été répartis entre les investissements étrangers et non étrangers ne représentent que 382,2 M\$, soit 1,8 % de l'échantillon total.

Pour chacun de ces 789 établissements, nous avons cherché les liens de parenté dans la banque de données CALURA. L'appariement a pu être réalisé pour 674 établissements qui ont investi 12 814,4 M\$, soit 93,2 % des projets de un million et plus.

Par la suite, nous avons affecté la valeur totale des investissements au pays qui avait le contrôle de l'établissement, peu importe la part qu'il possédait et peu importe le pays qui avait le contrôle de la société mère.

Le total des dépenses réelles provisoires en 2001 au Québec a été de 35 418,5 M\$, soit 18,1 % du total canadien qui s'élevait à 195 854,9 M\$.

Tableau 1

**Projets d'investissements totaux au Québec,
dépenses réelles provisoires en immobilisations, 2001**

	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	'000 \$		
Total des établissements échantillonnés (valeur avant pondération)¹	8 431 509	12 685 454	21 116 963
Projets de 1 M\$ et plus	8 347 645	12 387 138	20 734 783
Secteur public	4 946 110	2 046 315	6 992 425
Secteur privé	3 401 535	10 340 823	13 742 358
Projets de moins de 1 M\$	83 864	298 316	382 180
Secteur public	12 381	11 396	23 777
Secteur privé	71 483	286 920	358 403
Immobilisations totales (valeur après pondération et autres sources)	18 252 968	17 165 521	35 418 489
Industrie primaire	1 014 035	644 718	1 658 753
Agriculture ²	343 355	347 247	690 602
Pêche ²	2 362	3 936	6 298
Autres	668 318	293 535	961 853
Industrie secondaire	1 276 315	4 702 602	5 978 917
Construction ²	85 200	629 145	714 345
Fabrication	1 191 115	4 073 457	5 264 572
Industrie tertiaire et logement	15 962 618	11 818 201	27 780 819
Logement ²	8 225 700	–	8 225 700
Tertiaire	7 736 912	11 818 201	19 555 113
Total des établissements échantillonnés (valeur après pondération)	9 596 345	16 185 193	25 781 538
Industrie primaire	668 318	293 535	961 853
Industrie de la fabrication	1 191 115	4 073 457	5 264 572
Industrie tertiaire	7 736 912	11 818 201	19 555 113
Part relative	%		
Total des établissements échantillonnés (avant pondération)/ total des établissements échantillonnés (après pondération)	87,9	78,4	81,9
Projets de 1 M\$ et plus des établissements échantillonnés (avant pondération)/ total des établissements échantillonnés (après pondération)	87,0	76,5	80,4
Comparaison Québec/Canada	Québec	Canada	Québec/Canada
	'000 \$		
Immobilisations totales (valeur après pondération et autres sources)	35 418 489	195 854 900	18,1
Industrie primaire	1 658 753	33 155 600	5,0
Industrie secondaire	5 978 917	21 042 100	28,4
Industrie tertiaire et logement	27 780 819	141 657 000	19,6
Tertiaire	19 555 113	98 583 500	19,8
Logement	8 225 706	43 073 500	19,1

1. Excluant les industries de l'agriculture, de la pêche et de la construction.

2. Données estimées par Statistique Canada à partir d'autres sources que l'Enquête sur les investissements privés et publics au Canada.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Données de référence

Selon l'Enquête sur les investissements privés et publics, les investissements étrangers de un million de dollars et plus au Québec totalisaient 6 989,2 M\$ durant l'année 2001, soit 50,9 % de l'investissement total au Québec. À eux seuls, les investissements des États-Unis représentent 36,6 % des investissements au Québec.

Le principal investisseur étranger au Québec en 2001 était les États-Unis avec 4 943,5 M\$ d'investissements, soit 70,7 % de l'ensemble des investissements étrangers.

Les investisseurs étrangers sont présents principalement dans deux secteurs industriels :

- intermédiaires financiers et immobiliers;
- industrie de la fabrication.

En 2001, les États-Unis ont investi 4 034,8 M\$ dans l'industrie tertiaire dont 3 416,7 M\$ chez les intermédiaires financiers et immobiliers, et seulement 895,3 M\$ dans l'ensemble de l'industrie de la fabrication. Les autres pays ont également investi 1 179,5 M\$ dans l'industrie tertiaire dont 959,8 M\$ chez les intermédiaires financiers et immobiliers, et 562,0 M\$ dans l'industrie de la fabrication.

Tableau 2.1

Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé¹, par industrie et par pays, selon le SCIAN, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001

Industrie et pays	Immobilisations		Total
	Construction	Machines et équipement	
	'000 \$		
Industrie primaire	105 173	212 267	317 440
États-Unis	4 564	8 747	13 311
Autres	100 609	203 520	304 129
Industrie de la fabrication	263 734	1 193 621	1 457 355
États-Unis	158 939	736 394	895 333
Autres	104 795	457 227	562 022
Industrie tertiaire	541 892	4 672 473	5 214 365
États-Unis	456 952	3 577 874	4 034 826
Autres	84 940	1 094 599	1 179 539
Services aux entreprises et autres	46 805	157 475	204 280
États-Unis	36 170	64 761	100 931
Autres	10 635	92 714	103 349
Commerce	114 111	165 192	279 303
États-Unis	52 072	130 732	182 804
Autres	62 039	34 460	96 499
Édition et communications	11 141	54 334	65 475
États-Unis	2 533	47 347	49 880
Autres	8 608	6 987	15 595
Enseignement	1 143	392	1 535
États-Unis	1 143	392	1 535
Autres	–	–	–
Intermédiaires financiers et immobiliers	101 912	4 274 591	4 376 503
États-Unis	99 637	3 317 042	3 416 679
Autres	2 275	957 549	959 824
Transport et entreposage	266 780	20 489	287 269
États-Unis	265 397	17 600	282 997
Autres	1 383	2 889	4 272
Total des investissements étrangers	910 799	6 078 361	6 989 160

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

**Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé¹ dans la RMR de Montréal,
dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001**

	Immobilisations		Total
	Construction	Machines et équipement	
'000 \$			
Région métropolitaine de recensement de Montréal	556 999	815 166	1 372 165
Industrie primaire	6 566	5 963	12 529
Industrie de la fabrication	209 058	506 741	715 799
Industrie tertiaire	341 375	302 462	643 837
Investissements étrangers totaux	910 799	6 078 361	6 989 160
Industrie primaire	105 173	212 267	317 440
Industrie de la fabrication	263 734	1 193 621	1 457 355
Industrie tertiaire	541 892	4 672 473	5 214 365
Part relative	%		
Total	61,2	13,4	19,6
Industrie primaire	6,2	2,8	3,9
Industrie de la fabrication	79,3	42,5	49,1
Industrie tertiaire	63,0	6,5	12,3

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé¹, selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001

Pays et industrie	Immobilisations		Total
	Construction	Machines et équipement	
'000 \$			
États-Unis	620 455	4 323 015	4 943 470
Industrie primaire	4 564	8 747	13 311
Industrie de la fabrication	158 939	736 394	895 333
Industrie tertiaire	456 952	3 577 874	4 034 826
Autres que les États-Unis	290 344	1 755 346	2 045 690
Industrie primaire	100 609	203 520	304 129
Industrie de la fabrication	104 795	457 227	562 022
Industrie tertiaire	84 940	1 094 599	1 179 539
Total des pays étrangers	910 799	6 078 361	6 989 160
Industrie primaire	105 173	212 267	317 440
Industrie de la fabrication	263 734	1 193 621	1 457 355
Industrie tertiaire	541 892	4 672 473	5 214 365
Canada	2 114 349	3 712 341	5 826 690
Industrie primaire	236 659	140 905	377 564
Industrie de la fabrication	494 194	1 557 999	2 052 193
Industrie tertiaire	1 383 496	2 013 437	3 396 933
Non réparti	376 387	550 121	926 508
Industrie primaire	293	3 070	3 363
Industrie de la fabrication	336 209	365 847	702 056
Industrie tertiaire	39 885	181 204	221 089
Total	3 401 535	10 340 823	13 742 358
Industrie primaire	342 125	356 242	698 367
Industrie de la fabrication	1 094 137	3 117 467	4 211 604
Industrie tertiaire	1 965 273	6 867 114	8 832 387

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.4

Investissements étrangers de un million de dollars et plus du secteur privé¹, par type d'actif et par industrie, selon le pays, dépenses réelles provisoires en immobilisations, Québec, 2001

Type d'actif et industrie	Investissements étrangers			Canada	Non réparti	Total 1 M\$ et plus
	États-Unis	Autres que les États-Unis	Total			
	'000 \$					
Construction	620 455	290 344	910 799	2 114 349	376 387	3 401 535
Industrie primaire	4 564	100 609	105 173	236 659	293	342 125
Industrie de la fabrication	158 939	104 795	263 734	494 194	336 209	1 094 137
Industrie tertiaire	456 952	84 940	541 892	1 383 496	39 885	1 965 273
Commerce	52 072	62 039	114 111	332 520	11 201	457 832
Édition et communications	2 533	8 608	11 141	411 047	197	422 385
Établissements d'enseignement	1 143	–	1 143	7 578	–	8 721
Intermédiaires financiers et immobiliers	99 637	2 275	101 912	197 882	11 889	311 683
Santé	–	–	–	32 523	–	32 523
Services aux entreprises et autres	36 170	10 635	46 805	172 260	13 351	232 416
Services publics	–	–	–	95 155	1 828	96 983
Transport et entreposage	265 397	1 383	266 780	134 531	1 419	402 730
Machines et équipement	4 323 015	1 755 346	6 078 361	3 712 341	550 121	10 340 823
Industrie primaire	8 747	203 520	212 267	140 905	3 070	356 242
Industrie de la fabrication	736 394	457 227	1 193 621	1 557 999	365 847	3 117 467
Industrie tertiaire	3 577 874	1 094 599	4 672 473	2 013 437	181 204	6 867 114
Commerce	130 732	34 460	165 192	260 256	29 932	455 380
Édition et communications	47 347	6 987	54 334	823 614	982	878 930
Établissements d'enseignement	392	–	392	1 325	–	1 717
Intermédiaires financiers et immobiliers	3 317 042	957 549	4 274 591	378 891	58 869	4 712 351
Santé	–	–	–	9 304	–	9 304
Services aux entreprises et autres	64 761	92 714	157 475	254 435	47 273	459 183
Services publics	–	–	–	30 619	33 174	63 793
Transport et entreposage	17 600	2 889	20 489	254 993	10 974	286 456
Total des immobilisations	4 943 470	2 045 690	6 989 160	5 826 690	926 508	13 742 358
Industrie primaire	13 311	304 129	317 440	377 564	3 363	698 367
Industrie de la fabrication	895 333	562 022	1 457 355	2 052 193	702 056	4 211 604
Industrie tertiaire	4 034 826	1 179 539	5 214 365	3 396 933	221 089	8 832 387
Commerce	182 804	96 499	279 303	592 776	41 133	913 212
Édition et communications	49 880	15 595	65 475	1 234 661	1 179	1 301 315
Établissements d'enseignement	1 535	–	1 535	8 903	–	10 438
Intermédiaires financiers et immobiliers	3 416 679	959 824	4 376 503	576 773	70 758	5 024 034
Santé	–	–	–	41 827	–	41 827
Services aux entreprises et autres	100 931	103 349	204 280	426 695	60 624	691 599
Services publics	–	–	–	125 774	35 002	160 776
Transport et entreposage	282 997	4 272	287 269	389 524	12 393	689 186

1. Données de l'échantillon avant pondération.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Investissements directs étrangers au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux

Les investissements internationaux au Canada selon la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux de Statistique Canada comprennent tous les instruments financiers (actions, obligations, effets à court terme et autres investissements) représentant la valeur et la composition de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents.

Parmi les différentes catégories des investissements internationaux, les investissements directs sont définis comme étant ceux qui permettent à l'investisseur résident d'un pays d'exercer une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Dans la pratique, Statistique Canada juge qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Il convient de souligner que cette notion est plus large que celle de contrôle étranger.

En 2001, selon cette définition, les investissements directs étrangers au Canada s'élevaient à 320 931,0 M\$, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger étaient évalués à 389 426,0 M\$. Le solde du Canada pour les investissements internationaux se chiffre donc à 68 495,0 M\$.

La prédominance des investissements canadiens à l'étranger est dans le secteur industriel (finances et assurances), soit 147 949,0 M\$, alors que la prédominance des investissements étrangers au Canada se partagent en grande partie entre trois secteurs industriels :

- industrie de l'énergie (47 553,0 M\$);
- industrie de la machinerie et du matériel de transport (47 917,0 M\$);
- industrie de la finance et des assurances (45 515,0 M\$).

Le plus grand investisseur étranger au Canada est les États-Unis, avec 214 960,0 M\$ en 2001, alors que le Canada a investi 198 404,0 M\$ aux États-Unis au cours de l'année 2001, soit 50,9 % des investissements directs canadiens à l'étranger.

Tableau 3.1
Actifs dans les investissements directs étrangers, par secteur industriel, Canada, 1990-2001

Secteur industriel	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	'000 000 \$					
Aliments, boissons et tabac	9 224	10 372	11 606	11 904	12 944	15 045
Industrie du bois et du papier	7 599	7 902	8 895	9 109	9 598	10 010
Industrie de l'énergie et des minerais métalliques	31 581	31 706	30 062	30 846	29 959	29 061
Énergie	21 752	21 847	20 566	20 919	20 269	19 509
Minerais métalliques et produits en métal	9 829	9 859	9 496	9 926	9 690	9 553
Industrie de la machinerie et du matériel de transport	18 431	18 212	18 496	20 641	24 638	25 305
Machinerie et équipement (sauf électronique)	5 320	5 337	5 655	6 282	6 799	7 254
Matériel de transport	13 110	12 875	12 840	14 358	17 838	18 051
Industrie des finances et des assurances	24 766	25 939	26 873	26 685	28 119	29 086
Industrie des services et du commerce de détail	9 780	10 363	10 807	11 050	14 417	16 885
Services de transport	1 003	1 072	1 233	1 320	2 272	2 282
Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux	1 278	1 453	1 408	1 694	2 044	2 111
Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux	56	61	42	63	66	71
Services d'hébergement, de restauration et de divertissement	1 993	1 928	1 599	1 697	1 864	2 707
Commerce de détail des aliments	433	461	501	443	393	475
Biens et services de consommation	5 016	5 388	6 024	5 832	7 778	9 240
Industrie chimique et textile	13 663	14 314	15 389	16 500	18 679	20 083
Produits électriques et électroniques	7 327	7 727	7 563	7 691	8 389	11 555
Construction et activité connexe	6 429	6 518	5 796	4 595	4 805	7 897
Communications	2 134	2 181	2 432	2 473	3 047	3 241
Total des industries	130 933	135 234	137 918	141 493	154 594	168 167
Transactions nettes en investissements directs	8 847	3 301	5 708	6 103	11 206	12 703

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1996	1997	1998	1999	2000	2001	Secteur industriel
'000 000 \$						
15 237	16 555	21 761	22 624	39 707	34 705	Aliments, boissons et tabac
10 206	12 595	13 487	15 341	17 255	18 301	Industrie du bois et du papier
31 799	33 923	38 651	42 666	53 452	67 232	Industrie de l'énergie et des minerais métalliques
21 059	22 498	25 614	28 330	36 255	47 553	Énergie
10 739	11 425	13 037	14 336	17 197	19 679	Minerais métalliques et produits en métal
25 366	28 043	30 029	30 500	43 726	47 917	Industrie de la machinerie et du matériel de transport
7 228	8 312	8 697	9 319	10 505	10 706	Machinerie et équipement (sauf électronique)
18 138	19 730	21 332	21 181	33 221	37 211	Matériel de transport
33 506	35 781	40 787	47 962	47 298	45 515	Industrie des finances et des assurances
18 852	19 460	21 642	23 968	25 890	26 031	Industrie des services et du commerce de détail
2 906	2 585	2 126	3 074	3 186	2 950	Services de transport
1 972	2 149	2 595	2 545	3 363	3 314	Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux
89	87	94	143	149	149	Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux
3 315	3 250	3 911	4 230	4 224	4 376	Services d'hébergement, de restauration et de divertissement
542	636	708	983	997	1 135	Commerce de détail des aliments
10 028	10 754	12 208	12 993	13 972	14 107	Biens et services de consommation
22 613	23 471	25 084	27 481	29 186	32 616	Industrie chimique et textile
12 452	12 393	14 680	22 296	29 505	31 789	Produits électriques et électroniques
8 254	7 811	8 814	8 873	8 135	8 360	Construction et activité connexe
3 842	4 246	4 453	6 907	8 145	8 464	Communications
182 126	194 277	219 389	248 618	302 300	320 931	Total des industries
13 137	15 958	33 489	37 366	94 059	42 767	Transactions nettes en investissements directs

Tableau 3.2
Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par secteur industriel, Canada, 1990-2001

Secteur industriel	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	'000 000 \$					
Aliments, boissons et tabac	7 708	8 118	8 390	7 993	8 541	7 683
Industrie du bois et du papier	3 498	3 473	3 576	3 727	4 358	5 340
Industrie de l'énergie et des minerais métalliques	20 876	22 051	24 198	27 008	32 189	37 219
Énergie	7 352	7 976	8 388	9 129	11 664	12 754
Minerais métalliques et produits en métal	13 524	14 075	15 811	17 879	20 525	24 466
Industrie de la machinerie et du matériel de transport	3 238	2 794	3 188	4 030	4 681	5 207
Machinerie et équipement (sauf électronique)	1 135	502	593	929	1 188	1 218
Matériel de transport	2 104	2 291	2 595	3 101	3 493	3 989
Industrie des finances et des assurances	28 575	32 443	32 140	37 353	44 725	48 932
Industrie des services et du commerce de détail	8 273	10 043	10 263	10 423	12 066	17 892
Services de transport	4 616	4 801	5 021	4 898	5 325	6 807
Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux	x	900	819	683	901	x
Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux	232	233	333	336	375	494
Services d'hébergement, de restauration et de divertissement	1 498	1 617	1 525	1 673	1 705	6 634
Commerce de détail des aliments	350	479	477	438	402	x
Biens et services de consommation	x	2 012	2 088	2 395	3 358	2 867
Industrie chimique et textile	6 950	7 928	7 523	9 447	11 920	9 935
Produits électriques et électroniques	5 023	6 944	8 507	7 263	8 269	8 912
Construction et activité connexe	6 752	6 943	4 439	4 447	4 423	4 401
Communications	7 509	8 331	9 467	10 736	15 145	15 714
Total des industries	98 402	109 068	111 692	122 427	146 315	161 237
Transactions nettes en investissements directs	6 110	6 685	4 339	7 354	12 694	15 732

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1996	1997	1998	1999	2000	2001	Secteur industriel
'000 000 \$						
8 277	9 819	10 128	8 879	11 030	8 024	Aliments, boissons et tabac
4 710	6 154	7 053	7 631	7 390	10 809	Industrie du bois et du papier
44 703	53 079	58 700	61 298	69 542	75 154	Industrie de l'énergie et des minerais métalliques
16 006	19 145	19 932	19 948	24 993	28 322	Énergie
28 697	33 933	38 768	41 350	44 549	46 832	Minerais métalliques et produits en métal
5 867	7 715	11 752	9 873	20 565	23 491	Industrie de la machinerie et du matériel de transport
1 297	1 837	2 786	2 958	3 214	3 605	Machinerie et équipement (sauf électronique)
4 570	5 878	8 966	6 915	17 351	19 886	Matériel de transport
58 098	73 714	85 562	105 646	124 136	147 949	Industrie des finances et des assurances
19 724	21 760	31 643	30 646	46 686	54 147	Industrie des services et du commerce de détail
6 994	6 321	10 867	11 408	13 019	16 080	Services de transport
585	x	x	820	x	x	Services généraux aux entreprises et services gouvernementaux
1 677	3 911	x	5 582	6 929	7 442	Services d'enseignement, des soins de santé et services sociaux
7 240	6 526	10 658	10 938	10 980	11 535	Services d'hébergement, de restauration et de divertissement
67	x	51	48	x	x	Commerce de détail des aliments
3 161	4 238	4 113	1 850	2 194	3 430	Biens et services de consommation
8 541	12 049	13 440	12 484	12 028	13 971	Industrie chimique et textile
10 284	11 839	20 820	19 091	26 395	30 370	Produits électriques et électroniques
4 909	6 043	6 954	6 201	5 965	6 403	Construction et activité connexe
16 127	16 435	16 857	21 479	16 627	19 108	Communications
181 238	218 607	262 909	283 228	340 366	389 426	Total des industries
17 858	31 937	51 230	26 484	65 415	57 268	Transactions nettes en investissements directs

Tableau 3.3
Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, Canada, 1987-2001

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
'000 000 \$								
Amérique du Nord	–	77 761	82 037	85 763	88 078	89 901	92 726	104 612
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–
Antilles néerlandaises	–	66	79	92	60	66	59	103
Bahamas	–	171	170	143	167	77	82	89
Barbade	–	x	x	x	x	x	x	x
Bermudes	–	1 352	1 234	1 302	1 399	1 410	1 688	1 476
Cuba	–	x	x	x	x	x	x	x
Dominicaine, République	–	x	x	x	x	x	–	x
États-Unis	–	76 049	80 427	84 089	86 396	88 161	90 600	102 629
Îles Caïmans	–	59	45	50	50	59	78	71
Îles Vierges britanniques	–	11	10	12	x	x	x	13
Mexique	–	31	12	-13	-21	60	154	177
Amérique du Sud et Amérique Centrale	–	234	259	281	271	300	269	225
Belize	–	–	–	–	–	x	x	–
Bolivie	–	x	–	x	x	x	x	x
Brésil	–	123	150	152	148	155	163	185
Chili	–	x	x	x	x	x	x	x
Équateur	–	x	x	x	x	x	x	x
Guyane	–	x	–	–	–	–	–	x
Honduras	–	x	x	x	x	–	–	–
Nicaragua	–	x	x	–	–	–	–	–
Panama	–	105	107	118	101	123	128	92
Paraguay	–	–	–	–	–	–	–	–
Salvador	–	x	x	–	x	–	–	x
Suriname	–	x	x	x	x	x	x	–
Europe	–	29 152	32 421	36 400	36 823	37 256	36 930	37 572
Allemagne	–	3 497	3 848	5 074	5 302	5 012	5 066	4 713
Allemagne de l'Est	–	–	x	–	–	–	–	–
Autriche	–	77	87	246	251	278	309	287
Belgique	–	340	404	507	565	569	657	687
Bulgarie	–	–	x	–	–	x	x	x
Chypre	–	x	x	x	x	x	x	x
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–
Danemark	–	33	62	17	76	77	80	177
Espagne	–	37	31	39	52	35	37	65
Finlande	–	353	369	396	490	532	350	391
France	–	2 213	3 521	3 836	4 167	4 151	4 365	5 326
Grèce	–	x	x	x	x	x	x	x
Irlande	–	67	57	81	190	73	11	79
Islande	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	343	276	321	347	388	401	277
Liechtenstein	–	90	79	81	71	73	71	80
Lituanie	–	–	–	–	–	–	–	–
Luxembourg	–	89	126	163	133	217	260	81
Malte	–	x	–	–	–	–	–	–
Monaco	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	437	735	598	606	428	443	555
Pays-Bas	–	3 103	3 988	4 276	4 043	4 505	4 816	5 384
Pologne	–	6	7	x	x	9	x	x
République tchèque	–	–	–	–	–	–	–	x
Royaume-Uni	–	15 696	15 556	17 185	16 224	16 799	15 872	14 693
Russie	–	–	–	–	–	56	x	x

Tableau 3.3 (suite)
Actifs dans les investissements directs étrangers, par pays, Canada, 1987-2001

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
	'000 000 \$							
Asie et Océanie (suite)								
Malaisie	–	x	x	x	18	47	73	104
Nouvelle-Zélande	–	844	x	x	x	x	x	x
Oman	–	x	–	–	–	–	–	–
Pakistan	–	–	–	–	x	x	x	x
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	x	x	x	x	x	–	–
Philippines	–	x	x	x	x	x	x	x
Qatar	–	–	–	–	–	–	–	x
Singapour	–	95	104	88	86	102	153	201
Sri Lanka	–	x	–	x	x	x	x	x
Taiwan	–	22	47	19	32	99	102	121
Viêt-Nam	–	–	–	–	–	–	–	–
Yémen	–	–	–	–	–	–	–	–
Tous les pays	–	114 175	122 664	130 933	135 234	137 918	141 493	154 594

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Pays
'000 000 \$							
Asie et Océanie (suite)							
66	124	166	133	71	97	96	Malaisie
x	x	x	x	x	101	98	Nouvelle-Zélande
–	–	x	x	x	x	x	Oman
x	x	x	x	x	x	x	Pakistan
–	–	x	x	x	x	x	Papouasie-Nouvelle-Guinée
x	x	x	x	x	2	2	Philippines
x	–	–	–	–	x	x	Qatar
356	278	273	195	175	133	132	Singapour
x	x	x	x	x	–	x	Sri Lanka
117	114	153	107	115	96	98	Taiwan
–	x	x	x	x	–	x	Viêt-Nam
–	–	x	x	–	–	–	Yémen
168 167	182 126	194 277	219 389	248 618	302 300	320 931	Tous les pays

Tableau 3.4
Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2001

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
'000 000 \$								
Amérique du Nord	54 170	55 957	62 078	66 068	72 003	74 663	78 530	90 625
Antigua et Barbuda	—	—	—	x	x	x	x	x
Antilles néerlandaises	265	254	82	72	37	36	51	61
Aruba	—	—	—	—	—	—	—	—
Bahamas	1 768	1 717	1 820	1 950	2 105	2 149	2 283	2 390
Barbade	496	628	1 144	1 453	3 033	4 115	4 903	5 101
Bermudes	1 497	1 504	1 495	1 758	2 592	2 619	2 282	2 764
Cuba	x	x	x	x	x	x	6	162
Dominicaine, République	x	x	x	x	x	x	x	77
Dominique	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis	48 876	51 025	56 578	60 049	63 379	64 502	67 677	77 987
Guadeloupe	—	—	—	—	x	x	x	x
Îles Caïmans	x	234	118	78	142	220	239	423
Îles Vierges britanniques	x	x	x	28	29	35	56	53
Jamaïque	x	199	289	337	373	370	333	323
Mexique	206	201	237	245	199	451	530	1 073
Sainte Lucie	—	—	—	—	x	x	x	x
Trinité et Tobago	56	55	x	x	x	x	x	x
Amérique du Sud et Amérique Centrale	1 672	1 987	2 226	2 341	2 441	3 093	4 346	6 032
Argentine	151	109	115	123	142	225	419	707
Belize	x	x	—	x	x	x	x	x
Bolivie	x	x	x	x	x	x	5	14
Brésil	1 247	1 434	1 679	1 698	1 545	1 880	1 994	2 312
Chili	56	152	211	285	447	482	1 225	1 878
Colombie	13	31	25	24	33	32	32	186
Costa Rica	3	x	x	x	x	x	x	x
Équateur	x	9	x	x	x	x	x	41
Guatemala	18	15	11	5	5	6	7	x
Guyane	x	x	x	x	74	x	x	x
Guyane française	x	x	x	—	—	—	12	12
Honduras	x	x	x	x	x	x	x	x
Nicaragua	x	x	—	—	—	x	—	x
Panama	25	14	19	23	6	18	45	86
Pérou	9	x	x	x	x	x	14	120
Salvador	x	x	x	x	x	x	x	x
Suriname	x	—	—	—	—	—	x	x
Uruguay	x	x	x	x	x	x	x	x
Venezuela	102	104	56	54	90	168	250	295
Europe	12 455	14 981	18 626	22 089	25 112	22 874	26 219	33 418
Albanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Allemagne	644	632	870	898	957	1 020	1 774	2 354
Arménie	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	39	35	28	8	20	40	107	145
Belgique	304	331	399	536	1 104	1 225	1 942	2 466
Bulgarie	—	—	—	—	x	x	x	x
Chypre	x	x	x	x	x	x	x	117
Croatie	—	—	—	—	—	—	—	—
Danemark	26	22	47	45	33	35	27	48
Espagne	435	414	570	522	421	280	342	251
Estonie	—	—	—	—	—	—	—	—
Finlande	x	x	x	x	x	9	x	x

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Pays
'000 000 \$							
98 817	113 030	137 335	166 729	184 476	210 067	248 739	Amérique du Nord
x	x	x	x	x	x	x	Antigua et Barbuda
657	119	123	144	121	129	137	Antilles néerlandaises
–	–	x	x	x	x	x	Aruba
2 313	3 083	5 154	5 531	7 406	7 264	7 875	Bahamas
5 820	8 622	12 377	16 815	19 223	21 390	23 340	Barbade
3 006	3 433	4 367	5 691	5 500	7 094	7 491	Bermudes
98	329	396	337	x	x	x	Cuba
75	156	132	178	223	x	x	Dominicaine, République
–	–	x	–	–	–	–	Dominique
84 562	93 939	110 707	133 267	143 612	164 526	198 404	États-Unis
x	x	x	x	x	x	x	Guadeloupe
714	743	848	993	3 567	3 874	5 520	Îles Caïmans
240	122	139	166	279	279	450	Îles Vierges britanniques
294	504	x	x	571	x	320	Jamaïque
948	1 933	2 163	2 864	3 325	3 686	4 020	Mexique
x	x	x	x	x	x	x	Sainte Lucie
x	x	61	x	x	x	x	Trinité et Tobago
7 855	9 952	12 603	15 287	17 061	21 356	21 124	Amérique du Sud et Amérique Centrale
1 335	1 658	2 004	2 972	3 201	5 078	5 563	Argentine
x	–	–	x	x	x	x	Belize
23	41	46	34	61	46	46	Bolivie
2 458	3 232	3 155	3 975	4 649	6 411	5 564	Brésil
2 673	3 281	3 876	4 878	5 107	5 732	5 632	Chili
272	342	383	759	842	812	869	Colombie
x	45	45	32	59	116	x	Costa Rica
41	81	102	82	66	244	247	Équateur
7	5	x	4	3	3	3	Guatemala
x	x	x	x	x	145	154	Guyane
22	21	x	x	x	x	x	Guyane française
55	x	91	104	x	x	x	Honduras
x	x	x	x	x	x	x	Nicaragua
101	110	159	99	235	217	230	Panama
213	237	1 338	1 485	1 981	1 928	2 203	Pérou
x	x	x	41	48	60	60	Salvador
x	x	x	x	x	x	x	Suriname
x	x	5	7	37	45	x	Uruguay
355	410	391	377	308	349	210	Venezuela
37 158	39 632	47 985	57 230	57 125	81 399	87 934	Europe
x	x	x	x	x	x	x	Albanie
2 624	2 446	3 531	4 137	3 086	4 266	4 726	Allemagne
–	x	x	x	x	x	x	Arménie
177	201	227	x	596	625	x	Autriche
2 312	2 259	2 362	2 201	1 332	3 085	3 010	Belgique
x	x	x	x	x	x	x	Bulgarie
93	110	120	84	137	108	122	Chypre
–	–	–	–	–	x	x	Croatie
55	38	30	44	37	38	38	Danemark
211	161	270	273	388	493	482	Espagne
–	–	–	–	x	x	x	Estonie
x	x	x	17	21	91	90	Finlande

Tableau 3.4 (suite)

Actifs dans les investissements directs canadiens à l'étranger, par pays, 1987-2001

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
	'000 000 \$							
Afrique (suite)								
Mauritanie	—	—	x	x	x	—	—	—
Mozambique	x	—	—	—	—	—	—	—
Namibie	x	x	x	x	—	—	x	14
Niger	—	—	—	—	x	—	—	—
Ouganda	—	—	—	—	—	—	—	—
Rwanda	—	—	—	—	—	—	—	—
Seychelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Sierra Leone	—	—	—	—	—	—	—	—
Soudan	—	—	—	—	—	x	x	x
Tanzanie	—	—	x	x	x	x	x	7
Togo	—	—	—	—	—	—	—	—
Tunisie	x	x	x	x	x	x	x	x
Zaïre	—	—	—	x	x	x	x	x
Zambie	—	—	—	—	—	—	—	x
Zimbabwe	x	x	x	x	x	3	16	25
Asie et Océanie	5 567	6 619	6 689	7 636	9 253	10 760	12 932	15 785
Arabie Saoudite	x	21	19	6	x	x	x	x
Australie	1 427	2 152	2 322	2 401	2 154	2 565	2 483	2 716
Bahreïn	x	x	x	—	—	—	—	x
Bangladesh	x	x	x	x	x	x	x	x
Birmanie	x	—	x	x	—	—	—	—
Brunéi	—	—	x	x	x	x	x	x
Cambodge	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine, République populaire de	x	x	x	6	25	43	225	257
Corée du Sud	x	x	22	24	37	51	123	137
Émirats arabes unis	27	33	x	x	x	x	9	x
Hong Kong	374	406	530	670	632	883	1 532	2 074
Inde	64	60	86	94	84	98	110	169
Indonésie	1 006	1 043	1 102	934	900	877	909	1 259
Irak	—	—	—	—	—	—	—	—
Iran	—	—	—	x	x	x	—	—
Israël	x	x	x	84	x	x	x	x
Japon	363	481	507	917	2 182	2 521	2 845	3 485
Jordanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Kazakhstan	—	—	—	—	—	—	x	64
Kirghizistan	—	—	—	—	—	—	10	64
Koweït	—	—	—	—	x	x	—	—
Liban	x	x	x	—	—	—	—	—
Malaisie	66	65	78	81	113	90	92	118
Mongolie	—	—	—	—	—	—	x	—
Myanmar	—	—	—	—	—	—	—	—
Népal	x	x	x	x	x	x	x	—
Nouvelle-Zélande	130	136	157	180	156	142	478	929
Papouasie-Nouvelle-Guinée	x	86	x	x	x	x	160	x
Philippines	20	31	18	36	44	56	x	x
Singapour	1 839	1 834	1 485	1 837	1 982	2 119	2 217	2 369
Taiwan	77	121	180	161	142	194	150	192
Tadjikistan	—	—	—	—	—	—	x	x
Thaïlande	41	47	13	29	x	x	x	532
Viêt-Nam	x	—	—	x	x	x	x	x
Tous les pays	74 137	79 763	89 851	98 402	109 068	111 692	122 427	146 315

Source : Statistique Canada, CANSIM.

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Pays
'000 000 \$							
							Afrique (suite)
—	—	—	—	—	—	—	Mauritanie
—	—	—	—	—	—	—	Mozambique
17	x	22	18	23	x	19	Namibie
x	x	x	x	x	x	x	Niger
x	x	x	x	x	x	x	Ouganda
—	x	x	x	—	—	—	Rwanda
x	x	x	x	x	x	x	Seychelles
—	x	x	x	x	x	x	Sierra Leone
x	x	x	x	x	x	x	Soudan
7	10	19	20	21	x	x	Tanzanie
—	—	—	—	—	x	x	Togo
x	x	x	x	54	x	x	Tunisie
x	x	—	—	—	—	—	Zaïre
x	x	x	x	x	79	79	Zambie
20	23	31	37	18	24	24	Zimbabwe
16 772	17 407	19 383	22 278	23 179	25 151	28 811	Asie et Océanie
11	x	x	x	x	x	x	Arabie Saoudite
3 080	3 138	2 960	3 739	3 236	3 244	3 443	Australie
x	x	x	—	x	x	x	Bahreïn
x	x	x	—	x	x	x	Bangladesh
—	—	—	—	—	—	—	Birmanie
x	x	x	x	x	x	x	Brunéi
—	—	—	—	—	—	—	Cambodge
366	410	419	446	744	818	960	Chine, République populaire de
146	188	172	542	1 234	807	924	Corée du Sud
26	x	x	x	x	x	x	Émirats arabes unis
2 400	2 708	2 672	3 425	3 616	4 363	4 804	Hong Kong
179	128	122	169	247	123	147	Inde
1 472	1 579	2 013	2 027	2 127	2 416	2 523	Indonésie
—	—	—	—	—	x	x	Irak
x	—	—	—	x	x	x	Iran
x	4	x	x	x	386	373	Israël
2 739	2 676	2 985	3 268	3 948	5 596	6 435	Japon
x	x	x	x	x	x	x	Jordanie
199	246	238	234	235	231	275	Kazakhstan
108	128	x	x	x	x	x	Kirghizistan
—	—	—	—	—	—	—	Koweït
—	—	—	—	x	x	x	Liban
96	-46	163	239	220	494	534	Malaisie
x	x	x	x	x	x	x	Mongolie
—	—	x	x	x	x	x	Myanmar
—	—	—	—	—	—	—	Népal
1 446	1 452	1 936	1 879	1 533	x	x	Nouvelle-Zélande
211	x	364	499	270	270	230	Papouasie-Nouvelle-Guinée
342	609	553	389	268	395	407	Philippines
2 342	2 213	2 765	3 014	2 950	3 207	4 516	Singapour
252	248	253	323	271	323	319	Taiwan
x	x	x	x	x	x	x	Tadjikistan
354	538	x	587	653	997	1 022	Thaïlande
x	x	x	x	x	x	x	Viêt-Nam
161 237	181 238	218 607	262 909	283 228	340 366	389 426	Tous les pays

Investissements étrangers selon la Loi sur Investissement Canada

Sur la totalité des investissements étrangers faits au Canada dans des acquisitions d'entreprises, Investissement Canada évalue à 5 504,0 M\$ ceux enregistrés au Québec en 2001, ce qui représente 9,4 %. Ces investissements au Québec ont été faits principalement dans l'industrie de la fabrication, soit 3 996,2 M\$.

Quant aux investissements étrangers dans des nouvelles entreprises, ils se chiffraient à 27,8 M\$ au Québec et à 340,5 M\$ au Canada.

Tableau 4.1

Projets d'investissements trimestriels étrangers, acquisitions et nouvelles entreprises, par province et territoire, Canada, 1996-2002

Province et territoire	Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		12 mois	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Terre-Neuve-et-Labrador	1996	1	0,5	0	0,0	1	0,5	0	0,0	2	0,3
	1997	1	1,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,2
	1998	0	0,0	0	0,0	1	0,5	0	0,0	1	0,1
	1999	1	0,4	2	1,0	0	0,0	0	0,0	3	0,4
	2000	1	0,4	2	0,9	2	1,1	0	0,0	5	0,6
	2001	2	1,2	1	0,6	0	0,0	2	1,3	5	0,7
	2002	1	0,7	2	1,6						
Île-du-Prince-Édouard	1996	1	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1
	1997	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1998	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1999	1	0,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1
	2000	1	0,4	0	0,0	1	0,6	0	0,0	2	0,2
	2001	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	2002	0	0,0	0	0,0						
Nouvelle-Écosse	1996	2	1,0	1	0,5	0	0,0	2	1,1	5	0,7
	1997	2	2,1	2	1,3	1	0,6	2	1,5	7	1,3
	1998	6	1,8	0	0,0	5	2,7	0	0,0	11	1,2
	1999	6	2,6	0	0,0	3	1,6	4	1,9	13	1,6
	2000	8	3,3	6	2,7	1	0,6	1	0,5	16	1,9
	2001	6	3,5	3	1,7	7	3,8	3	1,9	19	2,7
	2002	3	2,0	4	3,2						
Nouveau-Brunswick	1996	0	0,0	1	0,5	1	0,5	0	0,0	2	0,3
	1997	0	0,0	2	1,3	1	0,6	1	0,8	4	0,7
	1998	4	1,2	2	1,1	2	1,1	0	0,0	8	0,9
	1999	1	0,4	3	1,5	0	0,0	5	2,3	9	1,1
	2000	0	0,0	2	0,9	1	0,6	1	0,5	4	0,5
	2001	1	0,6	1	0,6	1	0,5	1	0,7	4	0,6
	2002	1	0,7	1	0,8						
Québec	1996	39	19,4	25	13,3	35	19,0	39	21,7	138	18,4
	1997	7	7,4	24	16,1	25	13,7	17	13,0	73	13,1
	1998	39	11,5	25	14,0	19	10,2	34	17,6	117	13,0
	1999	34	14,9	19	9,4	23	12,5	37	17,3	113	13,6
	2000	39	16,3	28	12,5	32	17,6	35	17,7	134	15,9
	2001	30	17,3	24	13,4	26	14,0	25	16,1	105	15,2
	2002	29	19,2	19	15,2						
Ontario	1996	97	48,2	117	62,5	114	61,9	88	49,1	416	55,4
	1997	57	60,0	89	59,7	112	61,5	68	51,9	326	58,5
	1998	211	62,1	103	57,5	117	62,6	105	54,4	536	59,6
	1999	133	58,3	119	58,6	109	59,2	113	52,8	474	57,2
	2000	128	53,3	114	50,9	98	53,9	104	52,5	444	52,7
	2001	97	56,1	88	49,2	98	52,7	78	50,3	361	52,1
	2002	73	48,3	62	49,6						
Manitoba	1996	4	1,9	2	1,0	3	1,6	1	0,5	10	1,3
	1997	0	0,0	4	2,7	4	2,2	1	0,8	9	1,6
	1998	2	0,6	6	3,4	8	4,3	4	2,1	20	2,2
	1999	1	0,4	3	1,5	1	0,5	5	2,3	10	1,2
	2000	1	0,4	2	0,9	1	0,6	3	1,5	7	0,8
	2001	0	0,0	2	1,1	3	1,6	2	1,3	7	1,0
	2002	4	2,7	2	1,6						

Tableau 4.1 (suite)

Projets d'investissements trimestriels étrangers, acquisitions et nouvelles entreprises, par province et territoire, Canada, 1996-2002

Province et territoire	Année	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		12 mois	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Saskatchewan	1996	4	1,9	2	1,0	1	0,5	0	0,0	7	0,9
	1997	3	3,2	5	3,4	1	0,6	3	2,3	12	2,2
	1998	4	1,2	3	1,7	0	0,0	1	0,5	8	0,9
	1999	6	2,6	4	2,0	0	0,0	0	0,0	10	1,2
	2000	1	0,4	4	1,8	2	1,1	4	2,0	11	1,3
	2001	3	1,7	1	0,6	2	1,1	1	0,7	7	1,0
	2002	3	2,0	2	1,6						
Alberta	1996	37	18,4	18	9,6	19	10,3	25	13,9	99	13,2
	1997	14	14,7	11	7,4	18	9,9	19	14,5	62	11,1
	1998	38	11,2	20	11,2	16	8,6	29	15,0	103	11,5
	1999	30	13,2	22	10,8	25	13,6	29	13,6	106	12,8
	2000	28	11,7	36	16,1	25	13,7	25	12,6	114	13,5
	2001	19	11,0	33	18,4	32	17,2	26	16,8	110	15,9
	2002	19	12,6	17	13,6						
Colombie-Britannique	1996	16	7,9	21	11,2	10	5,4	24	13,4	71	9,5
	1997	11	11,6	12	8,1	20	11,0	18	13,7	61	11,0
	1998	35	10,3	20	11,2	18	9,6	20	10,4	93	10,3
	1999	15	6,6	30	14,8	23	12,5	21	9,8	89	10,7
	2000	32	13,3	29	13,0	18	10,4	24	12,1	103	12,2
	2001	14	8,1	25	14,0	17	9,1	16	10,3	72	10,4
	2002	17	11,3	15	12,0						
Yukon	1996	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1997	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1998	1	0,3	0	0,0	1	0,5	0	0,0	2	0,2
	1999	0	0,0	1	0,5	0	0,0	0	0,0	1	0,1
	2000	1	0,4	1	0,5	0	0,0	1	0,5	3	0,4
	2001	1	0,6	1	0,6	0	0,0	0	0,0	2	0,3
	2002	0	0,0	1	0,8						
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1996	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1997	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	1,5	2	0,4
	1998	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	1999	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	2000	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	2001	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,7	1	0,1
	2002	1	0,7	0	0,0						
Total	1996	201	100,0	187	100,0	184	100,0	179	100,0	751	100,0
	1997	95	100,0	149	100,0	182	100,0	131	100,0	557	100,0
	1998	340	100,0	179	100,0	187	100,0	193	100,0	899	100,0
	1999	228	100,0	203	100,0	184	100,0	214	100,0	829	100,0
	2000	240	100,0	224	100,0	181	100,0	198	100,0	843	100,0
	2001	173	100,0	179	100,0	186	100,0	155	100,0	693	100,0
	2002	151	100,0	125	100,0						

Source : Industrie Canada, *Bulletin trimestriel des investissements étrangers*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Tableau 4.2

Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par secteur et par province et territoire, Canada, 2001

Province et territoire	Ressources primaires		Fabrication		Commerce de gros et de détail		Services ¹		Autres services ²		Total	
	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	–	–	1	x	–	–	2	x	2	x	5	x
Île-du-Prince-Édouard	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Écosse	–	–	5	670 141	2	x	7	48 879	3	x	17	768 312
Nouveau-Brunswick	–	–	2	x	–	–	2	x	–	–	4	12 977
Québec	1	x	25	3 996 206	17	x	33	978 187	8	413 866	84	5 503 997
Ontario	3	x	91	13 659 820	60	x	106	2 636 149	30	3 005 375	290	20 782 170
Manitoba	–	–	1	x	2	x	2	x	2	x	7	33 407
Saskatchewan	2	x	1	x	1	x	2	x	–	–	6	46 886
Alberta	49	22 126 844	13	194 595	8	3 482 933	17	136 111	17	458 131	104	26 398 614
Colombie-Britannique	2	x	15	3 651 515	10	304 973	22	x	5	395 205	54	5 080 351
Yukon	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1	x	–	–	–	–	–	–	–	–	1	x
Total	58	22 756 588	154	22 200 972	100	5 343 124	193	4 019 781	67	4 323 355	572	58 643 820

1. Services aux entreprises, éducation, santé et services sociaux, hébergement, alimentation, boissons et autres services.

2. Construction, transport et entreposage, communications et autres utilités, finances, assurances et immobilier.

Source : Industrie Canada.

Tableau 4.3

Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par secteur et par province et territoire, Canada, 2001

Province et territoire	Ressources primaires		Fabrication		Commerce de gros et de détail		Services ¹		Autres services ²		Total	
	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	-	-	-	-	-	-	2	x	-	-	2	x
Nouveau-Brunswick	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec	-	-	6	15 500	3	x	9	7 000	3	x	21	27 755
Ontario	-	-	7	63 000	18	63 643	36	48 050	10	64 900	71	239 593
Manitoba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saskatchewan	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	1	x
Alberta	2	x	-	-	3	x	-	-	1	x	6	12 750
Colombie-Britannique	-	-	2	x	7	3 000	7	x	2	x	18	8 000
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x	2	x
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	2	x	16	80 000	31	77 648	54	104 050	18	x	121	340 498

1. Services aux entreprises, éducation, santé et services sociaux, hébergement, alimentation, boissons et autres services.

2. Construction, transport et entreposage, communications et autres utilités, finances, assurances et immobilier.

Source : Industrie Canada.

Tableau 4.4

Projets d'investissements étrangers dans des acquisitions d'entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2001

Pays d'origine	Terre-Neuve-et-Labrador		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec		Ontario	
	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	4	85 356	12	219 589
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	2	x
Autriche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Bermudes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	x
Brésil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corée du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x
Danemark	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	1	x
Écosse	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	4	x	-	-	10	715 391	2	x	52	3 249 913	173	15 206 657
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	1	x	-	-	7	89 766	13	1 065 091
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong (Chine)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	x
Île de Man	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Îles de la Manche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Îles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	2	x
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	5	359 640	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	5	66 930
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x	1	x
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Luxembourg	-	-	-	-	2	x	-	-	-	-	2	x
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	3	x	9	624 456
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	1	x	-	-	-	-	2	x	4	945 169	45	1 393 913
Singapour	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	1	x
Suède	-	-	-	-	1	x	-	-	1	x	4	269 269
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x	2	x
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	5	x	-	-	17	768 312	4	12 977	84	5 503 997	290	20 782 170

Source : Industrie Canada.

Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique		Yukon		Territoires du Nord-Ouest		Pays d'origine
n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Afrique du Sud
-	-	-	-	-	-	3	x	-	-	-	-	Allemagne
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Antilles néerlandaises
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Arabie Saoudite
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Argentine
-	-	-	-	2	x	4	20 316	-	-	-	-	Australie
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Autriche
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Bahamas
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Barbade
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Belgique
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Bermudes
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Brésil
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Chine
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Corée du Sud
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Danemark
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Écosse
-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Espagne
4	19 781	4	44 043	75 25 885 057		27 1 022 951		-	-	1	x	États-Unis
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Finlande
1	x	-	-	3	x	3	x	-	-	-	-	France
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Grèce
-	-	1	x	11 152 544		-	-	-	-	-	-	Hong Kong (Chine)
1	x	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Île de Man
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles de la Manche
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles Vierges britanniques
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Iran
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Irlande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Israël
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Italie
-	-	-	-	1	x	4 1 723 472		-	-	-	-	Japon
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Liechtenstein
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Luxembourg
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Mexique
-	-	-	-	1	x	1	x	-	-	-	-	Norvège
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Nouvelle-Zélande
-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Panama
-	-	-	-	4	41 556	-	-	-	-	-	-	Pays-Bas
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Philippines
1	x	1	x	4 27 160		4 74 453		-	-	-	-	Royaume-Uni
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Singapour
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Suède
-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Suisse
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Taiwan
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Turquie
7	33 407	6	46 886	104 26 398 614		54 5 080 351		-	-	1	x	Total

Tableau 4.5

Projets d'investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, par pays d'origine et par province et territoire, Canada, 2001

Pays d'origine	Terre-Neuve-et-Labrador		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec		Ontario	
	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	3	x
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Argentine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Autriche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bermudes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	3	x
Corée du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Écosse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	x
États-Unis	-	-	-	-	2	x	-	-	6	17 000	41	153 843
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-
France	-	-	-	-	-	-	-	-	9	2 250	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong (Chine)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Île de Man	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles de la Manche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	1	x
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	x
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	6	3 000
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	2	x	-	-	21	27 755	71	239 593

Source : Industrie Canada.

Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique		Yukon		Territoires du Nord-Ouest		Pays d'origine
n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	n	'000 \$	
-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	Afrique du Sud
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Allemagne
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Antilles néerlandaises
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Arabie Saoudite
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Argentine
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Australie
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Autriche
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Bahamas
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Barbade
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Belgique
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Bermudes
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Brésil
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Chine
-	-	-	-	-	-	2	x	-	-	-	-	Corée du Sud
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Danemark
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Écosse
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Espagne
-	-	-	-	4	5 750	9	3 000	-	-	-	-	États-Unis
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Finlande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	France
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Grèce
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Hong Kong (Chine)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Île de Man
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles de la Manche
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Îles Vierges britanniques
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Iran
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Irlande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Israël
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Italie
-	-	-	-	-	-	2	x	-	-	-	-	Japon
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Liechtenstein
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Luxembourg
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Mexique
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Norvège
-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Nouvelle-Zélande
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Panama
-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	Pays-Bas
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Philippines
-	-	-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	Royaume-Uni
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Singapour
-	-	-	-	-	-	1	x	-	-	-	-	Suède
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Suisse
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Taiwan
-	-	1	x	-	-	-	-	-	-	-	-	Turquie
-	-	1	x	6	12 750	18	8 000	2	x	-	-	Total

5.1 Enquête sur les investissements privés et publics¹

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des renseignements importants sur l'état de l'économie en général et de ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses intérieures totales, l'envergure et la teneur des dépenses en capital donnent une bonne idée de ce que prévoient les dirigeants en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

Les dépenses en immobilisations portent sur les dépenses brutes, sans déduction de la valeur des biens inutilisés ou cédés en échange de biens nouveaux. Elles comprennent uniquement les acquisitions de nouveaux biens excluant les cessions de droits de propriétés existantes.

Toutes les données sont estimées en dollars courants.

Les données proviennent de l'Enquête sur les immobilisations menée par Statistique Canada (SC), avec la participation de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) en ce qui concerne la cueillette des informations sur les immobilisations des administrations publiques provinciales et locales.

Les notes méthodologiques présentées ici se divisent en deux parties :

- la **première partie** donne les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données;
- la **deuxième partie**, intitulée « Enquête de Statistique Canada sur les immobilisations », fournit diverses considérations tirées des notes méthodologiques¹ produites par Statistique Canada. La section « Concepts » traite de la classification des industries et de la comparabilité. La section « Sources » décrit les sources des données, résultant d'une enquête ou

non, et le mode de cueillette des données. La section « Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données pendant et après la cueillette. Enfin, la section « Méthode » expose la définition de la base de sondage, la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié et la sélection des unités. On trouvera aussi, dans la même section, le traitement des données aberrantes, les procédés d'imputation et d'estimation ainsi que des considérations sur la confidentialité et l'erreur d'échantillonnage.

Définitions

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées des coûts d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant, par exemple, à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi compris dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises), ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations des ministères fédéraux concernent les frais acquittés par ces derniers, peu importe les ministères ayant octroyé les contrats. Les dépenses des ministères provinciaux comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisés au Canada et financés par un fonds

¹ Sources : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*. Institut de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics, Québec et ses régions, perspectives révisées*.

renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des usines, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipement dont l'achat est imputé aux comptes courants.

Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un **bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile** dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent, en outre, les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou « d'autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme travaux de génie.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit, protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire, destiné à rester à un endroit donné pour une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires à leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant, par exemple, à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou aux ascenseurs. Ainsi, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble à bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Des **travaux de génie** servent directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Ils peuvent aussi inclure des structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport comme tel. Les structures autoportantes, érigées pour la transmission de signaux électriques, peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais de travaux de génie. Sont aussi inclus dans ces travaux, les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent des considérations spéciales. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activités sur le terrain et des frais généraux qui entrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises de gaz naturel et de pétrole au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel entrent aussi dans cette catégorie. Pour les entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production, ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** n'entre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il y a été inclus en raison de sa part relative importante dans les dépenses en construction, et parce qu'il présente des fluctuations similaires à celles des dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement, et qui emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour

accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations, entrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage, représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels que : automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

Les dépenses en matériel et en outillage comprennent également le coût de tout autre matériel ou outillage qui n'est pas déjà déclaré comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux, ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie sont comptabilisés dans l'année en cause. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente d'éléments d'actifs immobilisés, ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'Institut canadien des comptables agréés recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

Enquête de Statistique Canada sur les immobilisations

Concepts

Systèmes de classification

Dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, **l'établissement** sert d'unité statistique principale. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production, le coût des matériaux utilisés, ainsi que le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production, et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires au calcul de la valeur ajoutée.

Le terme « établissement » fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on a utilisé, jusqu'en 1990, la *Classification des activités économiques de 1970* (CAE70), à compter de 1991, la *Classification type des industries de 1980* (CTI80) et, depuis 2000, le *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord* (SCIAN). Ce sont essentiellement des systèmes de classification d'établissements qui permettent l'obtention de statistiques de production. Les établissements y sont regroupés selon la production de biens ou de services homogènes, ou selon leur participation à une activité économique similaire.

Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements enquêtés par la Division de l'investissement et du stock de capital (DISC) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la

comptabilité nationale des revenus et des dépenses, à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent notamment des déductions pour les constructions servant au réoutillage, les ventes nettes d'avions et de véhicules automobiles usagés, le matériel mis au rebut ou à récupérer, et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations, publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI), ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici, du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la publication de la DISC diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCAN) et par la Division de l'industrie de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée par le fait que la Division de l'industrie de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et des locations de terres. Dans le secteur non traditionnel, la Division de l'industrie inclut aussi les acquisitions de logements. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division de l'industrie incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital », au sens de la comptabilité nationale, et ne sont pas comptées dans la publication. Ensuite, RNCAN et la Division de l'industrie recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » au niveau national, tandis que la DISC le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division de l'industrie recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCAN et à la DISC.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations respecte autant que possible les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont déclarés par le bailleur dans l'enquête sur les

dépenses en immobilisations, alors que l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

Sources

Données provenant d'enquêtes

La majorité des secteurs industriels pour lesquels des données sur les investissements sont présentées sont enquêtées par Statistique Canada.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses pour l'exercice financier de douze mois dont le dernier jour se situe entre le 1^{er} avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

La base de sondage de l'enquête sur les dépenses en immobilisations est principalement formée du registre des entreprises (RE) développé à Statistique Canada. Le registre est utilisé par un grand nombre d'enquêtes qui ne manquent pas de lui retourner de l'information pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises soient incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On retrouve sur le RE les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : entreprise – compagnie – établissement – emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune avoir plusieurs établissements, qui peuvent à leur tour avoir plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible pour chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, on doit pouvoir fournir au RE les salaires et taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Dans le cadre de l'enquête sur les dépenses en immobilisations, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, celle-ci correspondant le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données sur les investissements.

La limite inférieure déterminant les unités dans le champ de l'enquête est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000 \$ à 250 000 \$ dépendamment de la taille des unités qui composent l'industrie. En gros, la limite

est calculée de telle sorte qu'un maximum de 5 % du revenu total du secteur industriel devient hors champ.

Données estimées sans enquête

Des estimations sans enquête sont produites pour les prévisions de dépenses d'investissements du sous-secteur de **l'agriculture** (111); elles sont fondées sur trois groupes d'indicateurs. Premièrement, les prévisions d'Agriculture Canada sur le revenu agricole net sont utilisées dans un modèle de simulation des dépenses en immobilisations. Deuxièmement, les prévisions de l'Institut canadien de l'équipement agricole et industriel servent à l'estimation des dépenses en matériel et outillage agricoles. Enfin, les données de la Division de l'industrie et de la Division du commerce international de Statistique Canada sont colligées selon la méthode de la disponibilité intérieure apparente, conçue pour estimer la consommation d'outillage agricole au Canada. Ces trois indicateurs sont alors combinés pour donner une estimation finale de la tendance des dépenses en immobilisations de ce sous-secteur. Le sous-secteur 115, soit les activités de soutien à l'agriculture, ne fait pas l'objet d'une estimation dans la série des dépenses en immobilisations.

La valeur des dépenses en immobilisations du sous-secteur de la **pêche** (114), pour toutes les périodes d'enquête, est fondée sur la modélisation statistique des données obtenues de Pêches et Océans Canada et de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada. Toutefois, les services reliés à la pêche ne sont pas couverts par ces sources et ne font pas l'objet d'estimations dans la série des dépenses en immobilisations.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations du secteur de la **construction** (secteur 23), pour toutes les périodes d'enquête, est basée sur la tendance observée dans le domaine du bâtiment dans l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur des mises en chantier, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans le secteur non résidentiel, constitue un indice fiable de la demande dans le domaine du bâtiment, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Cependant, les services relatifs à la construction ne sont pas visés par l'enquête sur les dépenses en immobilisations et ne font pas partie des estimations de la série.

Les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures, qui seront remises aux municipalités une fois achevées, est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

Mode de cueillette des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la cueillette des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement et du stock de capital. La Division de l'agriculture recueille des données sur les dépenses réelles et réelles provisoires en immobilisations à l'aide de l'enquête financière sur les fermes et de l'enquête sur les cultures. La Division des institutions publiques accélère le processus en fournissant les données de son enquête sur les dépenses en immobilisations des administrations locales, tandis que la Division de l'industrie apporte des données sur les petites entreprises en se fondant sur son enquête sur les dépenses nettes de l'industrie pétrolière et du gaz naturel. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement et du stock de capital).

La série des dépenses en immobilisations comprend aussi des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, les données rassemblées par chaque organisme statistique provincial ou territorial dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de l'administration publique sont incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Le secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada organise la cueillette de données provenant des grands établissements des secteurs pétroliers et du gaz naturel; ces données complètent celles de l'enquête effectuée par la Division de l'industrie de Statistique Canada auprès des petits établissements actifs dans ces secteurs. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis à l'échelle provinciale par les ministères provinciaux de l'Énergie, des Mines et des Richesses naturelles.

5.2 CALURA²

Champ d'observation et recherche

Les sociétés étudiées sont surtout celles qui doivent présenter des renseignements sur leur appartenance en vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales. La Loi, modifiée le 1^{er} janvier 1999, s'applique à toute société exerçant une entreprise au Canada ou constituée en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, dont le revenu brut pour la période de rapport excédait 15 millions de dollars, ou l'actif excédait 10 millions de dollars. Dans ces montants, chaque société doit inclure les actifs et les ventes de ses filiales, conformément à la Loi. En outre, les sociétés ayant un actif et des ventes inférieures à ces montants, mais dont les créances à long terme ou les actions détenues directement ou indirectement par des non-résidents excédaient une valeur comptable de 200 000 \$, doivent aussi fournir des renseignements relatifs à leur propriété.

Les publications financières et les répertoires internationaux sont dépouillés pour trouver les propriétaires véritables. En outre, les déclarations des personnes morales sont parfois insuffisantes pour regrouper en une seule entreprise des sociétés canadiennes ayant des liens de parenté, dans la mesure où les sociétés sont tenues d'indiquer seulement leur société mère immédiate à l'étranger. Dans de nombreux cas, une liaison a été établie avec une société mère suprême dans un (ou deux) pays autre(s) que le « pays de contrôle » déclaré. Ces recherches permettent de déterminer avec plus d'exactitude le pays qui détient le contrôle des entreprises et donnent une meilleure perspective des entreprises internationales.

Aux termes de la Loi, les sociétés ne sont pas tenues de déclarer le nom des particuliers ou des sociétés qui possèdent moins de 10 % d'actions de n'importe quelle classe. Dans certains cas où l'appartenance a joué un rôle important en révélant une structure d'entreprise plus étendue ou en déterminant le contrôle d'une société, les données sur les actions détenues par des particuliers ou sur les avoirs de moins de 10 % de sociétés ont été intégrées aux renseignements sur les liens de parenté entre sociétés.

Contrôle d'une société

Le contrôle d'une société donne le pouvoir d'avoir une incidence sur le processus de prise de

décisions stratégiques par le conseil d'administration de cette société.

Une personne, un groupe ou une société exerce un contrôle direct si plus que 50 % des actions à droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sécurité, par ou au bénéfice de cette personne, groupe ou société.

Lorsqu'il existe des options irrévocables ou des droits d'achat d'actions, on traite les actions à droit de vote comme si ces options avaient été exercées. Dans ces cas, on assigne un contrôle direct.

Le contrôle effectif d'une société implique le contrôle d'une société par des méthodes autres que la propriété de la majorité des actions à droit de vote. Dans la base de données et la publication, on appelle ce contrôle effectif « contrôle assigné ». On peut assigner un contrôle effectif à une société dans les cas suivants :

- Si plus de 50 % des directeurs d'une société sont également directeurs d'une fiducie ou d'une succession, ou sont membres d'un groupe conjoint, la société est contrôlée effectivement par la fiducie, la succession ou le groupe conjoint².
- Si plus de 50 % des directeurs d'une société sont également directeurs d'une autre société et s'il existe une relation importante de propriété des actions à droit de vote entre les sociétés, la société est effectivement contrôlée par cette autre société.
- Si une société détient plus de 33 % des actions à droit de vote d'une autre société, et si ce bloc d'actions est plus grand que le pourcentage combiné des deux plus grands blocs suivants, la société est effectivement contrôlée par cette autre société.
- Si une société reconnaît qu'elle est contrôlée, cette déclaration est suffisante pour permettre d'assigner le contrôle.

Il faut noter qu'il existe de nombreuses formes de contrôle qui ne sont pas prises en compte. Par exemple, les contrats de vente et les accords de concession et de mise en marché peuvent servir à contrôler effectivement une corporation.

Finalement, il faut employer le terme « contrôle » avec prudence. Souvent, même lorsqu'il y a contrôle, les sociétés peuvent conserver une

² Source : Statistique Canada, cédérom 61-517 XCB.

marge d'autonomie considérable en matière de finances, de mise en marché ou d'exploitation. Le contrôle représente avant tout un pouvoir potentiel, exercé dans le cadre de structures industrielles caractérisées par une grande variété de méthodes de gestion.

Entreprise

Dans le fichier CALURA, une entreprise est un groupe de sociétés sous contrôle d'une seule société, que l'on appelle tête d'entreprise. Celle-ci peut être un individu, une société, un groupe ou un gouvernement. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples contient une ou plusieurs filiales. Une société qui n'est pas contrôlée par une autre, et qui n'en contrôle pas d'autres, est une entreprise à société unique.

Pays de contrôle

Statistique Canada attribue un « pays de contrôle » à chaque société étudiée. Ce renseignement constitue le fondement de l'analyse de l'étendue et de l'incidence du contrôle étranger au sein de l'économie canadienne, en vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales.

De manière générale, on dit qu'une société est sous contrôle étranger quand la majorité de ses droits de vote sont détenus à l'étranger, ou appartiennent à une ou plusieurs sociétés canadiennes elles-mêmes sous contrôle étranger. Dans le cas des entreprises à sociétés multiples, on commence par établir le « pays de contrôle » de la tête d'entreprise ou de la société mère, que l'on attribue ensuite à chaque filiale de l'entreprise. Si la tête d'entreprise est une société établie au Canada, on attribue son contrôle au pays où la majorité des droits de vote est détenue par des particuliers ou des sociétés. Dans les cas où plus de 50 % des droits de vote sont répartis entre des actionnaires indépendants résidant dans plus d'un pays étranger, on assigne le contrôle au pays étranger qui a le plus important bloc d'actions à droit de vote. Une société mère dont les droits de vote sont détenus également par une société sous contrôle étranger et une société sous contrôle canadien reçoit un code de contrôle étranger.

La stricte observation des conventions précédentes peut conduire au reclassement d'une société à la suite de petites transactions d'actions,

lorsque les droits de vote en circulation appartiennent à des non-résidents dans une proportion de près de 50 %. Pour éviter cela, on ne change le « pays de contrôle » d'une société mère que lorsque les changements de propriété des actions à droit de vote de cette société mère sont importants, ou semblent modifier la possibilité de contrôler effectivement la gestion d'une société.

Dans la plupart des cas de contrôle étranger, on détermine le « pays de contrôle » en remontant jusqu'à la première société mère qui se situe dans un pays étranger. Cependant, on découvre parfois que la première société mère étrangère est elle-même contrôlée par une autre société d'un autre pays. On attribue alors le contrôle au pays de la société qui est propriétaire suprême.

Cette base de données des liens de parenté entre sociétés fournit aux analystes d'entreprises et aux analystes financiers toute une variété de renseignements sur les liens de parenté qui existent entre les grandes sociétés canadiennes. Avec les fractionnements d'actions, les fusions, les prises de contrôle, les séparations et les dessaisissements qui se produisent tous les jours, la structure des liens de parenté entre les sociétés canadiennes est en perpétuelle évolution. La base de données permet aux utilisateurs de suivre l'évolution de ces filiations entre sociétés.

La base de données est émise aux trois mois et elle comporte des renseignements à jour sur toutes les grandes restructurations d'entreprises qui se sont produites jusqu'au milieu du trimestre considéré. À chaque trimestre, plus de 2 000 changements importants sont enregistrés.

5.3 Démarche méthodologique de l'ISQ

Les données de base de ce rapport proviennent de l'Enquête sur les investissements privés et publics menée conjointement par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec. Les valeurs retenues sont celles des établissements ayant une valeur de un million de dollars et plus en l'an 2001, c'est-à-dire 930 établissements.

La première étape consiste à décoder les investissements privés et publics au Québec, à les regrouper et leur imputer un code CTI puisqu'ils sont classés selon la classification SCIAN, alors que la base de données CALURA utilise la classification CTI.

À la deuxième étape, nous identifions chaque établissement du secteur privé, soit 789 établissements dans la banque de données CALURA et, par la suite, nous cherchons les liens de parenté pour ces établissements. L'appariement doit se faire établissement par établissement puisque le nom des établissements et des sociétés dans l'échantillon de l'enquête et dans la banque de données diffère souvent (ex. : Alcan, ou La société ALCAN, ou Alcan ltée, ou Alcan ltd, ou Alcan inc.). Une affectation automatique élimine plus de la moitié des entreprises, alors qu'un pointage manuel réussit à trouver 675 établissements, soit 93,2 % des noms correspondants.

À l'étape suivante, nous cherchons une concordance entre le nom et le code CTI obtenu par l'enquête IPP, et le nom et le code CTI de l'établissement dans CALURA. Une fois que la concordance est établie, nous cherchons le pays ayant le contrôle de l'établissement et l'importance de ce contrôle. Une fois que la part étrangère dans la société est déterminée, il ne reste qu'à faire les calculs et les regroupements désirés.

Distinction entre les concepts

Investissement Canada

- Rassemble les projets présentés conformément à la Loi.
- Enregistre les investissements des deux premières années.
- Attribue l'investissement à la province où il y a le plus d'employés.
- Enregistre un ou plusieurs projets d'investissement pour le même projet.
- Inclut les projets reportés ou abandonnés.
- Exclut les agrandissements et les rénovations.
- Inclut les biens nouveaux et usagés.

Enquête sur les investissements privés et publics

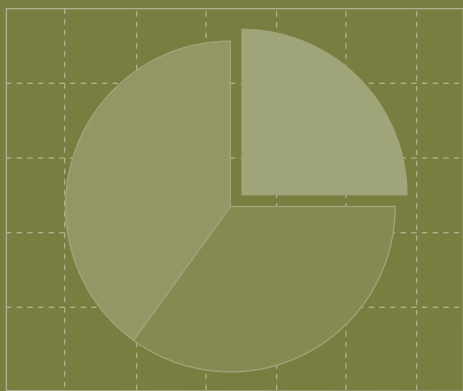
- Enquête par échantillon.
- Enregistre un an sur la base de l'année civile.
- Enquête spécifique au Québec.
- Enregistre l'investissement prévu.
- Les données sont révisées quatre fois.
- Inclut les agrandissements et les rénovations.
- Présente les biens nouveaux seulement.

Bilan des investissements internationaux au Canada

- Données provenant des enquêtes sur la balance des paiements et des flux financiers.
- Comprend tous les instruments financiers négociables (actions, obligations et effets à court terme) représentant la valeur et la composition de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents.

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.



8

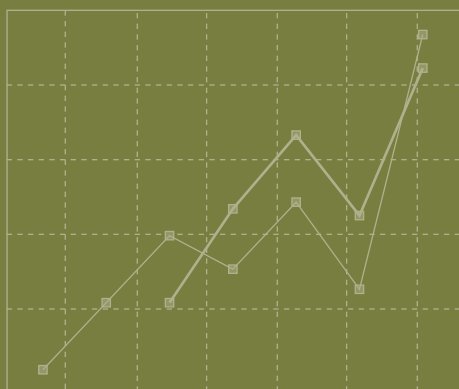
65

4

0

9

3



**Institut
de la statistique**

Québec

